

NATIONS UNIES
CONSEIL
DE SECURITE



Distr.
GENERALE
S/4940/Add.15
30 novembre 1961
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS-
FRANCAIS

RAPPORT DU FONCTIONNAIRE CHARGE DE L'OPERATION DES NATIONS UNIES AU CONGO
AU SECRETAIRE GENERAL, CONCERNANT LA MISE EN APPLICATION DU PARAGRAPHE A-2
DE LA RESOLUTION DU CONSEIL DE SECURITE DU 21 FEVRIER 1961

Rapport du fonctionnaire chargé de l'opération des Nations Unies au Congo
concernant l'incident survenu le 28 novembre 1961 à Elisabethville

a) Campagne de propagande menée par les autorités provinciales katangaises

1. Depuis la mi-novembre environ, les autorités provinciales katangaises mènent une campagne de propagande d'une violence croissante contre l'ONU. En premier lieu, dans certaines émissions en lingala, Radio-Katanga a invité les troupes à attaquer les contingents de l'ONU. M. Munongo, "Ministre de l'intérieur" du Cabinet de M. Tshombé, a donné un caractère plus officiel à cette campagne le 13 novembre, date à laquelle il a notamment prétendu, dans un journal katangais, que "l'action des soldats des Nations Unies à Albertville prouve que ceux-ci agissent en mercenaires du Gouvernement central et non en tant que soldats d'un organisme de paix". Depuis lors, les déclarations officielles ont constamment qualifié les soldats de l'ONU de "mercenaires". M. Munongo est revenu à la charge le 15 novembre : au cours d'une interview publiée dans le même journal, il a notamment déclaré que "L'ONU donne la chasse à l'homme dans les rues d'Albertville. Les soldats de l'ONU tuent et traquent les partisans du Gouvernement katangais". Le 15 novembre, dans un communiqué, les autorités de la province déclaraient notamment : "Si l'ONU a pour mission de maintenir la paix, nous ne voyons pas pourquoi ses fonctionnaires mal intentionnés se livrent au massacre de la population restée fidèle au Gouvernement katangais". Elles ajoutaient que "d'autres renseignements plus terrifiants encore nous parviendront incessamment", promesse qui devait bientôt être tenue.

2. Le 16 novembre, M. Kimba, prétendu Ministre des affaires étrangères du régime Tshombé, est passé à l'attaque. "Nous savons bien" a-t-il déclaré, "le but poursuivi par les Nations Unies en créant un camp 'de réfugiés' à Elisabethville.

L'ONU y rassemble les éléments les plus dangereux de la population afin de pouvoir lancer des commandos de tueurs dans les avenues de la ville lorsque le moment lui paraîtra opportun". Le même jour, 16 novembre, Radio-Katanga a déclaré que les fonctionnaires de l'ONU à Albertville "ont ordonné de nouveaux massacres de la population restée fidèle au Gouvernement katangais".

3. Le 18 novembre, M. Kimba a publié dans le journal officiel du Katanga et a radiodiffusé une longue déclaration dans laquelle il a, à de nombreuses reprises, accusé sans fondement l'ONU d'avoir violé l'accord sur le cessez-le-feu conclu le 20 septembre ainsi que le Protocole du 13 octobre 1961 (reproduits dans les documents S/4940/Add.7 et Add.11, Annexe I). Le lendemain, il a officiellement remis le texte de sa déclaration au représentant de l'ONU à Elisabethville. Le 24 novembre, a été envoyée à M. Kimba une réponse détaillée réfutant les accusations formulées et protestant contre la violation manifeste du paragraphe 8 du Protocole du 13 octobre sur le cessez-le-feu.

4. Le 20 novembre, M. Tshombé est entré en lice, déclarant que l'ONU était responsable du massacre de Kindu. Ultérieurement, M. Tshombé a pris la tête de la campagne de calomnies.

5. Le 25 novembre, lendemain du jour où a été adoptée la nouvelle résolution du Conseil de sécurité sur le Congo, M. Tshombé a convoqué une foule nombreuse au stade situé hors d'Elisabethville et a prononcé un discours particulièrement incendiaire. Après avoir prétendu que le monde imposait la guerre au Katanga, il a notamment déclaré, à propos des membres du Conseil :

"... Au nom de leurs intérêts propres, se souciant surtout d'un équilibre de force qui est d'ores et déjà rompu en faveur de l'Est, ces pays, réunis en vertu d'une Charte qui leur interdit de se mêler des affaires intérieures des Etats, viennent de prendre des décisions qui amèneront la ruine du Congo et du Katanga, le malheur de leurs populations, la misère et la mort, si nous ne manifestons aucune opposition."

Dans une autre partie de son discours, M. Tshombé a déclaré :

"Le Gouvernement de Léopoldville ... demandera l'aide de l'ONU pour réduire la sécession katangaise et, en vertu des articles 7 et 8 de la résolution votée avant-hier à New York, M. Thant entreprendra une guerre sur notre territoire. Le texte est assez vague pour permettre toute interprétation.

C'est vers ce moment que nous allons, mes chers compatriotes. Je n'ai pas besoin, je crois, de vous rappeler la gravité du moment. Demain ou après-demain, il y aura une épreuve de force. Préparons-nous donc. Que dans chaque rue, que sur chaque chemin, sur chaque route, dans chaque village, surgissent, au moment voulu, des combattants katangais.

Vous ne pouvez pas tous avoir des armes automatiques ou des fusils. Il nous reste nos flèches empoisonnées, nos lances, nos haches pour abattre les arbres, nos pioches pour creuser les fosses, nos coeurs pour nous battre avec courage.

Plus une route ne doit encore rester praticable, plus aucun mercenaire de l'ONU ne devra se sentir en sécurité dans quelque endroit que ce soit. Les spécialistes de l'armée katangaise auront déjà fait sauter les ponts, miné le territoire et peut être aurons-nous déjà dû recourir au sacrifice de notre potentiel économique.

... Le Katanga, entre la domination étrangère par le truchement de l'ONU et le rien, est prêt à choisir, avec fierté, le rien."

6. Ce discours, qui fut radiodiffusé et répété presque toutes les heures par Radio-Katanga, constituait une nouvelle violation flagrante du paragraphe 8 du Protocole. Le représentant de l'ONU à Elisabethville a élevé une protestation contre le discours dans une lettre qui est reproduite à l'annexe I au présent document.

7. Après le discours de M. Tshombé, des signes de tension se sont manifestés dans la région d'Elisabethville et plusieurs proclamations incendiaires ont été distribuées. On peut citer comme exemple l'une d'elles, signée par "le colonel Alain, Commandant du Mouvement pour l'indépendance et la résistance". Dans cette proclamation, le "Mouvement" met l'ONU en garde qu'il s'opposera par la force à l'arrestation de n'importe quelle personne et que si malgré tout l'ONU se risque dans cette aventure, des représailles seront effectuées sur son personnel. Ces représailles vont jusqu'à l'empoisonnement collectif de la colonie onusienne".

8. Dans l'après-midi du 28 novembre, jour où se sont produits les incidents, M. Tshombé a prononcé un autre discours dans un camp de la gendarmerie katangaise à Elisabethville. Selon des rapports d'écoute, M. Tshombé a fait un certain

/...

nombre d'affirmations provocatrices et incendiaires et a dit notamment : "Nous avons pu vivre en paix, mais le monde ne le voulait pas". Voici un autre passage de son discours :

"Le Katanga ne désire pas se battre mais il se voit obligé de se défendre. Il le fera comme par le passé, mieux encore que par le passé car vous, soldats qui devrez défendre votre pays, vous vous souviendrez de ceux qui vous ont montré l'exemple, de ceux qui, depuis le 11 juillet 1960, vous ont prouvé qu'au Katanga, on peut donner sa vie pour l'idéal de la patrie katangaise, vous vous défendrez parce que vous êtes une armée disciplinée qui obéit à ses chefs." ...

Etant donné les événements qui se sont produits moins de six heures plus tard, la dernière partie de ce passage est particulièrement à noter.

9. S'agissant de l'ONU, M. Tshombé a déclaré :

"Je sais que l'ONU cherche à m'atteindre ainsi que mon gouvernement. Il faut que l'ONU sache qu'à ce moment tous les peuples katangais se dresseront comme un seul homme et combattront pour son peuple, pour la paix et pour la liberté."

10. Depuis les incidents du 28 novembre, la campagne de propagande lancée par le Katanga a gagné en intensité. C'est ainsi que, le 30 novembre, les deux principaux journaux katangais ont publié en première page un article dont le passage suivant donne le ton :

"Nous venons d'apprendre que l'ONU attend le départ de M. le Sénateur Dodd pour lancer une offensive par bombardement contre Kolwezi et les camps environnants. Si l'on sait qu'en Afrique, les camps militaires abritent aussi femmes et enfants des troupes, on saura immédiatement combien de meurtres d'innocents non combattants il est à prévoir. Mais pour l'ONU cela n'a pas d'importance, puisqu'il ne s'agit que de 'nègres' à tuer pour faire éventuellement plus tard de la place pour la colonisation asiatique... Personne d'ailleurs n'est exactement au courant d'éventuels accords secrets entre les USA, l'URSS et Nehru, promettant à ce dernier de pouvoir déverser en Afrique son excédent de population."

b) Actes de violence contre le personnel de l'ONU

11. C'est dans ce contexte d'incitations constantes à la violence contre l'ONU qu'il faut considérer les incidents de la nuit du 28 novembre. Ayant usé de tous les moyens pour soulever l'opinion publique contre l'ONU, les autorités katangaises ont obtenu un résultat qu'il était aisé de prévoir dès le début.

12. Le matin du 28 novembre, M. George Ivan Smith, haut fonctionnaire du Secrétariat de l'ONU, a regagné Elisabethville à l'issue de consultations au Siège de l'ONUC à Léopoldville. Il était accompagné de M. Brian Urquhart, autre haut fonctionnaire du Secrétariat, arrivé depuis peu au Congo.
13. Au début de la soirée, M. Ivan Smith et M. Urquhart ont assisté à une réception donnée au Consulat des Etats-Unis en l'honneur de M. Thomas Dodd, Sénateur des Etats-Unis. Ils se sont ensuite rendus en voiture, accompagnés de deux autres personnes, à la résidence de M. Sheridan Smith, représentant de la Société Mobiloil à Elisabethville, où avait lieu un dîner en l'honneur de M. Dodd. La résidence de M. Sheridan Smith est proche de celle du général Muke, commandant la gendarmerie katangaise, et la garde de "paracommandos" du général, ayant remarqué que l'automobile portait une plaque de l'ONU entoura la voiture pour l'empêcher de passer. Toutefois, après discussion, l'auto de l'ONU put poursuivre sa route jusqu'à la maison où avait lieu le dîner et les passagers se joignirent au groupe des invités, qui comprenait plusieurs consuls.
14. Cinq minutes plus tard, des "paracommandos" et des gendarmes katangais ont fait irruption dans la maison, leurs armes braquées sur les invités, à la recherche des représentants de l'ONU qui se trouvaient là. Plusieurs invités, dont le Consul britannique, s'efforcèrent de les calmer, mais les "paracommandos" et les gendarmes firent sortir de force M. Ivan Smith et M. Urquhart de la maison, en les frappant à coups de crosse de fusils. M. Urquhart, blessé dès le début de la mêlée, saignait abondamment. M. Ivan Smith se débattit quelques instants, mais finalement M. Urquhart et lui furent jetés dans un camion par des soldats aux cris de "ONU, ONU". Un invité belge, qui s'était porté au secours des représentants de l'ONU, a été violemment frappé et jeté lui aussi à l'intérieur du camion.
15. Les soldats ont continué de frapper les trois hommes à coups de crosse et le camion s'est mis à avancer; c'est alors que le sénateur Dodd est arrivé avec une escorte de motocyclistes. Le consul des Etats-Unis, M. Hoffacker, a sauté de la voiture du sénateur, en est venu courageusement aux prises avec les "paracommandos" et a réussi, avec l'aide des motocyclistes, à permettre à M. Ivan Smith et au Belge de sortir du camion. Tous deux étaient étourdis par les coups qu'ils avaient reçus. M. Urquhart, lui, était resté aux mains des

soldats katangais. On a annoncé plus tard qu'un non-Congolais et trois "para-commandos" katangais avaient forcé la voiture de M. Ivan Smith, qui appartenait à l'ONU, et l'avait emmenée.

16. Le sénateur, Mme Dodd et M. Hoffacker ont, dans leur voiture, conduit M. Ivan Smith à la résidence de M. Tshombé, où M. Smith s'est trouvé en présence de MM. Kimba et Munongo, Ministres du régime katangais. Ceux-ci ont promis d'aller eux-mêmes aussitôt à la recherche de M. Urquhart. Après de longs retards, au cours desquels M. Munongo a téléphoné pour dire que M. Urquhart ne serait pas relâché avant la libération de quelques gendarmes katangais qui, disait-il, avaient été arrêtés par les troupes de l'ONUC (ce qui n'était pas vrai), MM. Kimba et Munongo ont finalement remis M. Urquhart au Consulat des Etats-Unis, d'où il a été conduit à l'hôpital. M. Urquhart a plusieurs doigts fracturés et le cartilage du nez déplacé; lui et M. Ivan Smith ont eu des côtes fêlées à la suite des coups. Tous deux ont néanmoins continué de s'acquitter de leurs fonctions.

17. Après que M. Urquhart eut été libéré, les troupes de l'ONUC qui étaient parties à sa recherche ont réintégré leurs quartiers mais on a découvert qu'un officier indien, le major Ajeet Singh, du bataillon 3/1 de Gurkhas, et son chauffeur, Naryan Bahadur Gurun, qui se trouvaient dans une jeep, n'étaient pas rentrés. Le lendemain matin, après des recherches prolongées, un groupe de soldats de l'ONUC a découvert le corps du soldat tué dans un bois en face de la résidence de M. Tshombé. Aux dernières nouvelles, le major Ajeet Singh et la jeep étaient encore manquants; les recherches continuent.

18. La lettre par laquelle M. Ivan Smith a protesté au sujet de l'incident est reproduite dans l'annexe II du présent document.

19. Cet incident se distingue de beaucoup d'incidents survenus au Congo, en ce qu'il n'y a eu aucune erreur quant à l'identité des victimes. Les actes de violence visaient les représentants de l'ONU en tant que tels. C'était là, de toute évidence, le résultat de la campagne de propagande décrite plus haut.

c) Indications pour l'avenir

20. Le régime de Tshombé en est presque arrivé au point où il ne pourra plus restor maître des forces qu'il a déchaînées et où il ne pourra plus changer l'orientation de sa politique, renoncer à la violence et collaborer pacifiquement

avec l'ONU à l'exécution des résolutions du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale. Si le régime ne change pas sa politique immédiatement, ni M. Tshombé ni ses collaborateurs ne pourront agir sur son orientation et il est à craindre que des éléments de leurs forces militaires et de la population civile n'engagent d'autres actions contre l'ONU. Et s'il en est ainsi, l'accord et le protocole de cessez-le-feu, dont presque chaque article a déjà été violé à plusieurs reprises par le régime katangais, cesseront d'exister. Alors, les forces de l'ONU seront contraintes de recourir à toutes les mesures coercitives légitimes et possibles qu'il leur faudra prendre pour se défendre et pour instaurer des conditions permettant d'exécuter efficacement le mandat de l'ONUC tel qu'il est énoncé dans les résolutions de l'ONU.

21. Des mesures ont été prises à Elisabethville en vue d'assurer la sécurité du personnel civil et militaire de l'ONU; elles resteront en vigueur aussi longtemps qu'il le faudra. Ces mesures gênent inévitablement l'ONUC dans l'accomplissement de ses fonctions. L'ONUC, néanmoins, ne négligera rien pour continuer, si cela est possible, de remplir sa mission par des moyens pacifiques.

Annexe I

Lettre en date du 29 novembre 1961 adressée à M. Tshombé par le
fonctionnaire chargé de l'opération des Nations Unies au Congo

J'ai l'honneur de me référer à votre allocution prononcée samedi dernier 25 novembre dans la commune de Kenya. Je tiens à élever une vive protestation contre cette allocution qui constitue une violation flagrante du protocole d'accord sur le cessez-le-feu et particulièrement de l'article 8 de ce protocole.

Il m'est difficile de croire que certaines de vos déclarations, par exemple que "c'est la guerre que viennent de décider à New York 11 nations" ou que "M. Thant entreprendra une guerre sur notre territoire", résultent d'un simple malentendu. La résolution du Conseil de sécurité confirme le mandat donné à l'ONUC par les résolutions antérieures du Conseil et de l'Assemblée générale, et rend explicites certaines implications de ces résolutions, notamment en ce qui concerne l'emploi de la force dans la mesure requise pour faire appréhender le personnel militaire, paramilitaire et les conseillers politiques étrangers, ainsi que les mercenaires, visés au paragraphe A-2 de la résolution du 21 février 1961. Mais il est clair à tout homme de bonne volonté et de bonne foi, et vous le savez, que la résolution n'autorise pas une organisation dont un des buts principaux est le maintien de la paix et de la sécurité internationales, à commencer une guerre contre qui que ce soit.

L'ONUC continuera à poursuivre les buts définis par le Conseil de sécurité et l'Assemblée générale, si possible avec la coopération des autorités katangaises, mais si nécessaire, contre leur opposition. Le choix entre la coopération pacifique et la catastrophe qui résulterait d'un recours à la force dépend entièrement des actions des autorités katangaises, et si ces actions sont si imprudentes qu'elles déclenchent des hostilités contre lesquelles l'ONUC serait obligée d'user de son droit de légitime défense, la responsabilité en incombera uniquement à ces autorités, et non aux Nations Unies. Les dispositions de la nouvelle résolution peuvent facilement être mises en oeuvre sans violence, si les autorités katangaises le veulent. Par exemple, vous avez déclaré à plusieurs reprises qu'il n'y avait plus de mercenaires au Katanga. La véracité de cette déclaration aurait dû, et peut encore, être paisiblement démontrée à l'ONUC dans un esprit de collaboration; tandis que les réactions violentes du régime katangais à ce sujet donnent lieu à de graves doutes sur son exactitude.

/...

De même, vous avez accepté à plusieurs reprises le principe de l'unité de la République du Congo que vous reniez presque aussitôt; la réalisation de ce principe par voie de négociation et la cessation des activités sécessionnistes ne dépendent que de vous et de vos associés. La négociation est encore possible, et cette voie est la seule qui soit opportune pour atteindre le but voulu. Comme l'a dit feu le Secrétaire général Hammarskjöld dans la lettre qu'il vous a adressée la veille de sa mort tragique, "Le Conseil de sécurité se déclare convaincu que la solution du problème du Congo est entre les mains du peuple congolais lui-même, à l'abri de toute ingérence de l'extérieur, et qu'il ne peut y avoir de solution sans conciliation. Le Conseil ajoute qu'il est aussi convaincu que toute solution imposée, ne résultant pas d'une conciliation véritable, loin de régler aucun problème, augmenterait grandement le danger de conflit à l'intérieur du Congo et la menace à la paix et à la sécurité internationales".

Je tiens par conséquent à attirer votre attention sur l'imprudence extrême de l'attitude de votre régime telle qu'elle a été démontrée par votre discours du 25 novembre, et sur les risques graves qui résulteront de la continuation d'une campagne de propagande si inflammatoire. Cette campagne ne peut avoir pour but que la création d'un état d'excitation des esprits que les autorités katangaises ne sauront maîtriser et qui entraînera inévitablement le désastre pour la province. Je tiens surtout à souligner la grave irresponsabilité de paroles telles que celles proférées en demandant au peuple du Katanga de préparer des flèches empoisonnées, des lances, etc., contre les troupes des Nations Unies, et en menaçant l'application d'une politique de terre brûlée. Par de telles déclarations, vous vous chargez d'une responsabilité personnelle pour des atrocités qui pourront éventuellement être commises, responsabilité qui méritera la condamnation unanime de la conscience mondiale.

Les résultats de votre campagne de propagande sont visibles dans les incidents du soir du 28 novembre 1961, qui sont le sujet d'une protestation séparée. Dans ces incidents, des soldats katangais ont suffisamment démontré aux yeux de plusieurs consuls de pays étrangers et à ceux d'une haute personnalité américaine l'effet néfaste de vos efforts pour exciter le peuple katangais.

/...

Je vous propose, comme je l'ai déjà fait à maintes reprises, un changement d'attitude à l'égard de l'ONUC avant qu'il ne soit trop tard. Les Nations Unies désirent fermement une solution pacifique de nos problèmes communs dans le sens de l'exécution des résolutions de l'Organisation; mais des hostilités renouvelées par votre régime ou une campagne d'atrocités déclenchées par accident ou par intention rendraient une telle solution impossible. Salutations.

Annexe II

Lettre en date du 30 novembre 1961 adressée à M. Tshombé par
M. George Ivan Smith

J'ai l'honneur de vous faire savoir que j'ai reçu du Secrétaire général par intérim des Nations Unies l'ordre de protester énergiquement contre les actes de violence commis le soir du 28 novembre 1961 sur ma personne et sur celle de M. Brian Urquhart par des membres de la gendarmerie katangaise. J'ai aussi reçu l'ordre de vous demander, au nom de l'Organisation des Nations Unies, que satisfaction soit donnée pour ces outrages.

Comme vous le savez, nous étions invités à un dîner offert en l'honneur du sénateur Dodd des Etats-Unis par M. Sheridan Smith qui habite une maison près de celle du général Muke. Après force discussions avec les membres de la garde du général qui voulaient nous empêcher de passer, nous avons réussi à atteindre la maison de M. Sheridan Smith, où se trouvaient déjà réunis certains consuls et d'autres invités. Cinq minutes après notre arrivée, un groupe de gendarmes et de paracommandos katangais a fait irruption dans la maison, menaçant les invités de leurs fusils, et a entraîné dehors M. Urquhart et moi-même en nous frappant avec les crosses de leurs fusils. M. Urquhart, dont les blessures saignaient abondamment, a eu le nez cassé. Après une lutte de quelques instants, j'ai été jeté, avec un autre invité qui essayait de me venir en aide, dans un camion où les soldats katangais ont continué à nous battre. J'ai été délivré du camion par le Consul des Etats-Unis, M. Hoffacker, qui a montré un insigne courage en luttant contre des paracommandos katangais, et par l'escorte du sénateur Dodd, qui venait d'arriver. C'était une attaque délibérée et non provoquée, contre des civils sans armes; elle a été perpétrée d'une façon si lâche et si sauvage qu'elle ne peut inspirer que honte à toute troupe qui se prétend une force militaire organisée.

Cependant et malgré toutes nos injonctions, M. Urquhart a été transporté au camp de la gendarmerie. Je me suis immédiatement rendu à votre résidence pour demander que M. Urquhart soit mis en liberté. J'y ai vu les ministres Munongo et Kimba qui ont promis d'assurer la remise en liberté de M. Urquhart. Plus tard, le ministre Munongo a téléphoné au Consul américain en disant que quelques gendarmes katangais avaient été arrêtés par les forces de l'ONUC (ce qui était dénué de tout

/...

fondement), et il a menacé de garder M. Urquhart, jusqu'à ce que les gendarmes soient relâchés. Enfin les ministres Munongo et Kimba ont ramené M. Urquhart au Consulat américain.

Un major indien, le major Ajeet Singh du 3/1 bataillon de Ghurkas, qui avait été envoyé à la recherche de M. Urquhart, est toujours porté manquant avec son véhicule. Nos patrouilles ont retrouvé assassiné, près de votre résidence, le soldat ghurka qui l'accompagnait. Je vous ai déjà adressé une protestation à ce sujet.

Ces incidents, comme je l'ai déjà souligné dans une autre protestation de ce jour, sont l'effet direct de la campagne de propagande menée par vous et par d'autres autorités katangaises contre l'Organisation des Nations Unies. C'est pourquoi vous et vos associés devez porter la pleine et entière responsabilité de ces incidents. Je demande la cessation immédiate de cette campagne, qui, si elle continue, amènera inévitablement des incidents de plus en plus graves qui aboutiront à un déclenchement d'hostilités dont la responsabilité incombera uniquement à vous et à vos associés.

Je demande aussi qu'une enquête soit instituée sans aucun délai par les autorités katangaises pour identifier les personnes qui se sont rendues coupables des violences exercées sur la personne du représentant du Secrétaire général et sur celle de son conseiller, et que ces coupables soient promptement et sévèrement punis. Je demande également l'identification et la punition sévère de ceux qui sont coupables de l'assassinat du soldat ghurka et de l'enlèvement du major Ajeet Singh.

Je demande enfin que vous présentiez par écrit, au nom du gouvernement provincial, des excuses pour les actes auxquels se sont livrées vos troupes. Salutations.
